

suivi son exemple en se servant de la formule canadienne pour ce qui est de Taïwan. Plusieurs années plus tard, le gouvernement des États-Unis a suivi la même route.

La pertinence de ces décisions politiques et commerciales n'a pas vraiment été remise en question nulle part – jusqu'aux événements de la place Tiananmen. J'avais visité la Chine en 1985 et j'avais été impressionné et encouragé par les changements qui s'étaient produits depuis ma première visite en 1972. Il y avait non seulement une amélioration des conditions de vie, mais aussi une nouvelle ouverture dans les conversations personnelles et les discussions. Inutile de dire combien j'ai été consterné et terriblement déçu par la répression sanglante des dissidents de la place Tiananmen.

Le choc et la déception ne m'ont pas cependant amené à conclure que le Canada devrait changer sa politique commerciale à l'égard de la Chine. C'est au moyen du commerce et des voyages que la démocratie et la primauté du droit se font connaître dans le monde, surtout dans les endroits où, jusqu'à présent, l'entreprise a été suffoquée par une bureaucratie autoritaire et arbitraire. Cela est aussi vrai en Chine que n'importe où ailleurs. À mesure que la vaste économie chinoise prend de l'expansion grâce au commerce et à l'investissement étranger, comme c'est le cas présentement, il devient de plus en plus difficile de la contrôler à partir du centre par des méthodes autoritaires et la suppression des droits de la personne. Une plus grande liberté devient une nécessité.

Des progrès considérables ont été accomplis depuis la fin de la guerre pour réduire et éliminer les obstacles au commerce qui ont tellement freiné et dénaturé l'économie mondiale. Il y a eu une véritable révolution commerciale. Ce n'est plus une exagération de parler de la mondialisation des marchés.

Les économies et marchés qui connaissent la croissance la plus rapide sont ceux de la région de l'Asie-Pacifique. Le Japon et Hong Kong ont d'abord pris le devant. Ensuite, Taïwan, la Corée du Sud et les pays du Sud-Est asiatique ont suivi, et maintenant la Chine fait l'objet d'investissements massifs, surtout dans les provinces se trouvant à proximité de Hong Kong.

Bien que son cas ne soit pas aussi spectaculaire, l'Amérique latine, qui a semblé stagner pendant si longtemps, est revenue à la démocratie et commence à prendre sa place au cœur du développement. On ne saurait trouver de meilleur exemple du rapport qui existe entre le commerce et l'expansion de la démocratie.

Il est aussi encourageant de voir que notre gouvernement a poursuivi aussi vigoureusement les possibilités offertes en organisant des missions commerciales importantes et impressionnantes vers les deux régions, menées par le premier ministre et comprenant des centaines de représentants commerciaux. En tant qu'ancien ministre et sous-ministre du Commerce et secrétaire d'État aux Affaires extérieures, ces développements m'intéressent au plus haut point. Lorsque j'occupais ces postes, il y avait une claire distinction entre la politique étrangère et la politique commerciale. La première portait sur les grandes questions de guerre et de paix. Maintenant que le mur de Berlin